Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 avril 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "en exécution de la loi du . . . concernant l'octroi de grades par commission", a donné le 11 mai 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e April 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "in uitvoering van de wet van . . . betreffende de verlening van graden door aanstelling", heeft de 11e Mei 1953 het volgend advies gegeven:

I.

Le projet d'arrêté royal est pris en exécution de la loi du 10 avril 1953 autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.

Il ressort des déclarations faites par le Ministre de la Défense nationale au Sénat (séance du 5 février 1953, Annales parl., p. 578) et des explications fournies au Conseil d'Etat que le Gouvernement désire appliquer aux officiers commissionnés au grade supérieur, les dispositions réglementaires prises en exécution des diverses lois sur la position et l'avancement des officiers. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de le dire en termes exprès au début du projet; la suite de celui-ci se borne à apporter des dérogations à ces dispositions réglementaires.

II.

Les articles 1er à 5 du projet règlent la procédure préalable à l'octroi de la commission. Ils reprennent les dispositions des arrêtés royaux des 12 mars 1951, 6 octobre 1951 et 12 juillet 1952 pris en exécution des lois sur la position et l'avancement des officiers des trois forces. Ils y apportent cependant une modification : le comité d'avancement compétent pourra examiner simultanément les candidatures des officiers à une promotion soit par nomination, soit par commission. Par suite de

.../...

l'insertion d'une disposition générale rendant les arrêtés précités applicables aux officiers commissionnés, le projet ne doit contenir que cette seule modification.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

III.

En disposant en son article 6 que "les officiers commissionnés au grade supérieur sont pourvus d'une lettre d'avis tenant lieu de commission", le projet ne formule pas une règle de droit mais bien une mesure d'ordre intérieur qui consiste à faire parvenir à l'officier commissionné un extrait de l'arrêté royal lui accordant cette commission.

Cette disposition peut être omise.

IV.

En disposant en son article 7 que les officiers commissionnés "ne peuvent prétendre qu'aux distinctions honorifiques du grade dont ils sont revêtus par nomination", le projet semble admettre que les officiers promus à un certain grade ont droit à telle ou telle distinction honorifique.

Le Conseil d'Etat est d'avis que s'il existe des instructions ministérielles prévoyant que certaines distinctions ne seront proposées qu'en

.../...

faveur d'officiers revêtus de certains grades, elles ne peuvent avoir comme résultat de donner un véritable droit dans une matière qui relève du pouvoir discrétionnaire du Roi.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

V.

En disposant que, dans certains cas, l'officier peut "faire valoir ses droits à la retraite" à partir d'une date qu'il indique, l'article 10 du projet ne prévoit que le cas extrêmement rare où l'officier pourra obtenir l'application de l'article 2 des lois coordonnées sur les pensions militaires, alors que l'intention du Gouvernement est de lui appliquer l'article 3, A, 4° ou 5°.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition du projet doit être amendée. Il propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'OFFICIER COMMISSIONNE AU GRADE EN VERTU DE LA LOI DU 10 AVRIL 1953.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 10 avril 1953 autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées;

Vu les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3 modifié par la loi du 13 juillet 1934;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Defense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les dispositions prises en exécution des lois sur la position et l'avancement des officiers des forces armées sont applicables aux officiers commissionnés au grade et aux officiers candidats au grade supérieur par voie de commission, en application de la loi du 10 avril 1953, sous réserve des dérogations prévues au présent arrêté.

.../...

Article 2.-

Les listes des candidats à un grade d'officier supérieur par voie de commission sont établies indépendamment de celles des candidats au même grade par nomination; elles sont soumises séparément à l'avis du comité d'avancement compétent qui peut être composé différemment selon qu'il doit donner un avis sur une candidature à une nomination ou à une commission.

Lorsque les circonstances l'exigent, le Ministre de la Défense nationale peut fusionner les listes dont il est question à l'alinéa 1er, et le comité d'avancement peut formuler ses avis soit pour la nomination, soit pour la commission au grade supérieur des candidats inscrits sur cette liste unique.

La recommandation pour la nomination vaut pour une commission à conférer éventuellement avant la nomination.

Article 3.-

Les officiers commissionnés exercent les attributions et sont tenus des devoirs afférents au grade auquel ils sont commissionnés.

Article 4.-

Les officiers commissionnés portent l'uniforme et les insignes du grade auquel ils sont commissionnés.

.../...

Article 5.-

Les officiers commissionnés bénéficient du traitement, des allocations et indemnités aux taux prévus pour le grade auquel ils sont commissionnés.

Article 6.-

Pour le commandement, l'ancienneté des officiers commissionnés est déterminée par la date de la commission, même lorsque celle-ci est suivie de nomination.

Article 7.-

La commission est retirée pour inaptitude ou par mesure disciplinaire, conformément à la procédure prévue par les dispositions relatives aux mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes.

Si l'une des mesures prévues par ces dispositions est proposée à l'égard d'un officier commissionné, cette proposition implique celle du retrait de la commission.

Article 8.-

§ 1er. L'officier commissionné est mis à la retraite à la fin du trimestre au cours duquel il atteint la limite d'âge fixée pour l'officier du grade auquel il est commissionné.

§ 2. Si la commission a été retirée après qu'il a atteint l'âge de retraite fixé pour

les officiers du grade dont il est revêtu par nomination, l'officier intéressé peut être mis à la retraite à une date comprise entre celle du retrait de la commission et celle de l'âge de retraite fixé pour les officiers du grade auquel il était commissionné.

Toutefois, si la commission a été retirée pour inaptitude ou par mesure disciplinaire, l'officier est mis à la retraite à la fin du trimestre au cours duquel ce retrait a été prononcé.

Article 9.-

Les officiers admis à la retraite et qui, pendant leur activité, ont été commissionnés au grade supérieur, peuvent, à leur demande, être autorisés à porter le titre honorifique du grade auquel ils ont été commissionnés, à la condition que la commission ne leur ait pas été retirée pour inaptitude ou par mesure disciplinaire.

Le temps passé comme commissionné à un grade n'entre pas en compte pour l'octroi d'un grade honoraire supérieur à celui octroyé par voie de commission.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Het koninklijk besluit waarvan het ontwerp is voorgelegd, wordt genomen ter uitvoering van de wet van 10 April 1953 waarbij de toekenning van graden bij wijze van aanstelling aan officieren van het actief kader van de krijgsmacht tijdelijk mogelijk wordt gemaakt.

Uit hetgeen de Minister van Landsverdediging in de Senaat heeft verklaard (zitting van 5 Februari 1953, Parl.Handelingen, blz. 578) alsook uit de toelichting die aan de Raad van State werd verstrekt, blijkt dat de bedoeling van de Regering is, de verordenende bepalingen genomen ter uitvoering van de verschillende wetten op de stand en de bevordering van de officieren, toe te passen op de tot de hogere graad aangestelde officieren. De Raad van State adviseert, dit uitdrukkelijk te zeggen in het begin van het ontwerp; het vervolg behelst alleen nog afwijkingen van die verordenende bepalingen.

II.

De artikelen 1 tot 5 van het ontwerp regelen de procedure die aan de aanstelling voorafgaat. Zij herhalen het bepaalde in de koninklijke besluiten van 12 Maart 1951, 6 October 1951 en 12 Juli 1952, genomen ter uitvoering van de wetten op de stand en de bevordering der officieren van land-, lucht- en zeemacht. Zij brengen daarin nochtans een wijziging aan : het bevoegd bevorderingscomité zal tegelijkertijd de candidaturen tot een bevordering, hetzij door benoeming, hetzij door aanstelling, kunnen onderzoeken. Wanneer een algemene

.../...

bepaling wordt ingevoegd die voormelde besluiten op de aangestelde officieren toepasselijk verklaart, moet alleen nog die wijziging in het ontwerp worden opgenomen.

De Raad van State stelt een tekst voor die met bovenstaande opmerking rekening houdt.

III.

Het bepaalde in artikel 6 van het ontwerp, dat "de tot de hogere graad aangestelde officieren een berichtbrief ontvangen welke geldt als aanstelling", vormt geen rechtsregel, maar wel een maatregel van inwendige orde die er in bestaat de aangestelde officier een uittreksel uit het aanstellingsbesluit te bezorgen.

Deze bepaling mag weggelaten worden.

IV.

Waar het ontwerp in artikel 7 bepaalt dat de aangestelde officieren "slechts aanspraak mogen maken op de eervolle onderscheidingen van de graad waarmede zij bekleed zijn door benoeming", lijkt het te aanvaarden dat de tot een bepaalde graad bevorderde officieren recht hebben op deze of gene eervolle onderscheiding.

De Raad van State is van advies dat, ofschoon er ministeriële instructies bestaan naar luid waarvan enkel officieren met bepaalde graden voor bepaalde eervolle onderscheidingen zullen worden voorgesteld, die instructies niet een eigenlijk recht kunnen toekennen in een aangelegenheid die tot de discretionnaire macht van de Koning behoort.

.../...

Die bepaling moet dorhalve uit het ontwerp geschrapt worden.

V.

Waar artikel 10 van het ontwerp verklaart dat de officier in bepaalde gevallen "aanspraak mag maken op inrustestelling" te rekenen van een aangegeven datum, neemt het alleen het zeer zeldzame geval onder ogen waarin de officier zal kunnen verkrijgen, dat artikel 2 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen op hem wordt toegepast terwijl de bedoeling van de Regering is, artikel 3, A, 4° of 5°, op hem toe te passen.

De Raad van State adviseert, deze bepaling van het ontwerp te amenderen. Hij stelt een tekst voor die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp nog betreffende de vorm opmerkingen te maken, waarmee in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERKTENS DE WET VAN 10 APRIL 1953 TOT DE GRAAD AANGESTELDE OFFICIER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

.../...

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 10 April 1953 waarbij de toekenning van graden bij wijze van aanstelling aan officieren van het actief kader van de krijgsmacht tijdelijk mogelijk wordt gemaakt ;

Gelet op de bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen, namelijk op artikel 3 gewijzigd bij de wet van 13 Juli 1934 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De bepalingen genomen tor uitvoering van de wetten op de stand en de bevordering der officieren van de krijgsmacht zijn toepasselijk ten aanzien van de officieren die, bij toepassing van de wet van 10 April 1953 hetzij tot de graad zijn aangesteld, hetzij candidaat zijn voor een hogere graad door aanstelling, behoudens de bij dit besluit bepaalde afwijkingen.

Artikel 2.-

De lijsten der candidaten tot een graad van hoofdofficier door aanstelling en die der candidaten

.../...

voor dezelfde graad door benoeming worden afzonderlijk opgemaakt; zij worden afzonderlijk voor advies aan het bevoegd bevorderingscomité voorgelegd, hetwelk, naargelang het over een candidatuur voor een bevordering dan wel voor een aanstelling zijn advies moet geven, op verschillende wijze kan samengesteld zijn.

Wanneer de omstandigheden het vereisen, kan de Minister van Landsverdediging de in het eerste lid bedoelde lijsten samenvoegen en het bevorderingscomité kan advies uitbrengen hetzij voor de bevordering hetzij voor de aanstelling tot de hogere graad van de candidaten die op deze enige lijst voorkomen.

De aanbeveling ter benoeming geldt voor een eventueel vóór de benoeming te verlenen aanstelling.

Artikel 3.-

De aangestelde officieren oefenen de bevoegdheden uit en zijn gehouden tot de plichten verbonden aan de graad waartoe zij zijn aangesteld.

Artikel 4.-

De aangestelde officieren dragen de uniform en de kentekens van de graad waartoe zij zijn aangesteld.

.../...

Artikel 5.-

De aangestelde officieren genieten de wedde, de uitkeringen en vergoedingen als bepaald voor de graad waartoe zij zijn aangesteld.

Artikel 6.-

Voor het commando wordt de anciënniteit van de aangestelde officieren bepaald door de datum der aanstelling, zelfs wanneer daarop een benoeming is gevolgd.

Artikel 7.-

De aanstelling wordt wegens ongeschiktheid of bij tuchtmaatregel ingetrokken overeenkomstig de procedure omschreven in de bepalingen betreffende de maatregelen, ten opzichte van de ongeschikte of onwaardige officieren te nemen.

Zo een van de maatregelen bedoeld in die bepalingen voorgesteld wordt ten opzichte van een aangesteld officier, brengt dit voorstel de intrekking van de aanstelling mede.

Artikel 8.-

§ 1. De aangestelde officier wordt in ruste gesteld op het einde van het kwartaal in de loop waarvan hij de grensleeftijd bepaald voor de officier van de graad waartoe hij aangesteld is, bereikt heeft.

.../...

§ 2. Zo de aanstelling ingetrokken werd nadat hij de leeftijd van inrustestelling bepaald voor de officieren van de graad welke hij ingevolge benoeming bekleedt, bereikt heeft, kan de betrokken officier in ruste worden gesteld op een datum gelegen tussen die waarop de aanstelling werd ingetrokken en die van de leeftijd van inrustestelling bepaald voor de officieren van de graad waartoe hij is aangesteld.

Zo echter de aanstelling wegens ongeschiktheid of bij tuchtmaatregel werd ingetrokken, wordt de officier in ruste gesteld op het einde van het kwartaal in de loop waarvan de intrekking is uitgesproken.

Artikel 9.-

De in ruste gestelde officieren die gedurende hun activiteit tot een hogere graad aangesteld werden, kunnen op hun verzoek gemachtigd worden de eretitel van die graad te voeren, mits hun aanstelling niet wegens ongeschiktheid of bij tuchtmaatregel ingetrokken werd.

De duur van hun aanstelling tot een graad komt niet in aanmerking voor het toekennen van een hogere eregraad dan die welke zij ingevolge aanstelling hebben bekleed.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :
De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation,	
	F.VAN GOETHEM,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.